

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 MAI 1922.

Proposition de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle ⁽¹⁾.

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. BRIFAUT.

MESSIEURS,

Conformément au vœu de la Chambre, notre Commission a repris ses travaux en faisant appel à la collaboration des auteurs de la proposition et des divers orateurs qui avaient participé aux débats.

Le nouveau texte que nous vous offrons aujourd'hui est né d'un commun désir d'assurer, par une transaction largement conçue, l'élaboration d'une loi à la fois efficace et capable de rallier l'unanimité des votes, aussi bien à la Chambre qu'au sein de la Commission.

Voici le détail et la justification des modifications proposées :

ARTICLE 1^{er}, ALINÉA 1^{er}.

En ne considérant plus comme délictueux les actes de simple détention, de transport ou d'importation, la Commission a répondu à une double pensée. D'une part, il faut éviter que l'agent ignorant du genre de produit qu'il importe ou transporte ne soit poursuivi. D'autre part, on ne peut contester à un particulier le droit de détenir des objets ou documents à son choix, même en multiples exemplaires et quel qu'en soit le caractère discutable ou blâmable au point de vue

(1) Proposition de loi, n° 48.
Rapport, n° 85.
Amendements, n° 143 et 145.

(2) La Commission était composée de MM. MECHELYNCK, président, BRIFAUT, CARLIER, MABILLE, RAMAERKERS, SOUDAN et VAN CAENEGBEM.

de la morale. Il n'appartient pas au législateur d'intervenir dans ce domaine de la vie privée. Or, il a paru que si la détention était à elle seule érigée en délit, ce principe risquerait de ne plus être sauvegardé, toute personne trouvée en possession même involontaire de pamphlets, écrits, images ou figures, pouvant être inquiétée parce que soupçonnée d'en préparer ou d'en assurer le commerce ou la distribution.

Il a paru par ailleurs que celui qui « fait fabriquer » devait lui aussi tomber sous le coup de la loi, d'où l'ajoute de ces deux mots dans le texte nouveau.

ALINÉA 2 (ancien).

La Commission en propose la suppression pure et simple.

Il a paru inutile d'ajouter quelque chose à l'énumération que fait l'article 383 du Code Pénal, le mot *figure* englobant étymologiquement et logiquement les notions exprimées par les termes « emblèmes et objets. »

D'après les grammairiens et philologues Littré et Larousse, le vocable *figure* désigne à la fois la forme extérieure et visible d'un corps, l'apparence des gens et des choses, la représentation par la peinture, la sculpture — donc aussi le modelage et le façonnage — le dessin des hommes et des objets.

Certains membres de la Commission redoutaient de voir les expressions nouvelles prêter à confusion et entraîner le juge à comprendre par innovation, dans ceux que condamne l'article 383, les objets qui tout en étant utilisés dans un but purement hygiénique et médical, peuvent éventuellement servir aussi à des fins anticonceptionnelles.

ALINÉAS 4 et 5 (alinéas 2 et 3 nouveaux).

La Commission a estimé que pour faciliter la discussion et plus tard l'interprétation de la loi, il convenait, conformément à la suggestion de l'honorable M. Destree, d'envisager dans des alinéas distincts la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle d'où des interversions et des développements de textes.

La Commission a adopté l'amendement de l'honorable M. Mathieu en y faisant quelques ajoutes pour rester dans la logique du premier et du dernier alinéa de l'article 1^{er}, et en retranchant la réserve proposée en faveur des médecins. Agir autrement serait aller à l'encontre du Code pénal qui fait de l'avortement un crime et qui prévoit à bon droit, dans son article 353, des pénalités plus sévères pour les médecins, chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes, officiers de santé et pharmaciens auteurs ou complices, que pour toute autre personne.

ALINÉAS 3, 4 et 5 anciens (alinéas 4, 5 et 6 nouveaux).

La répression de la propagande anticonceptionnelle reste la partie la plus délicate de la législation proposée. Il faut, en effet, agir contre un mal qui sévissait déjà avant la guerre et qui s'est accru depuis, dans des proportions inquiétantes, tout en respectant l'exercice légitime de la liberté individuelle et de la liberté d'opinion.

A cet égard la Commission a persisté, malgré certaines préventions et objections, à interdire l'exposition et la distribution des objets destinés à empêcher la conception, en même temps que la réclame organisée en leur faveur. Mais il a paru bon de préciser la portée du texte, en ajoutant qu'il ne vise que les objets « spécialement destinés » à cet usage à l'exclusion de ceux qui répondent avant tout à des nécessités médicales et hygiéniques.

L'honorable M. Vandervelde a fort bien démontré à la Chambre, que cette interdiction est à la base même du projet et est indispensable à la préservation morale des jeunes générations. Vous avez certainement retenu, Messieurs, les arguments décisifs qu'il a puisés dans l'exposé de cette question fait par le secrétaire de la Société Nationale pour la protection de l'Enfance. C'est un document dont l'autorité ne peut être discutable pour personne.

Il suffit pour en apprécier le bien-fondé de voir ce qui se publie dans certains périodiques et ce qui s'étale dans certaines vitrines dans nos grandes villes. Il y a là un perpétuel appel aux curiosités enfantines et aux instincts les moins nobles et les plus pernicioeux. Aucun principe de liberté d'opinion, aucune nécessité commerciale ne justifient cet état de choses, qui jusqu'ici n'a guère été toléré que dans notre pays.

Pour le surplus, l'amendement du Gouvernement semble une excellente formule à condition de substituer le mobile de lucre à celui de perversité. C'est bien l'amour du gain qui inspire généralement ceux qui préconisent la limitation volontaire de la natalité en assurant la diffusion des moyens de la réaliser.

D'autre part, il faut également envisager l'effet produit par la propagande visée, pour réaliser la pensée de la législation proposée.

La crainte de nuire au mouvement scientifique a fait naître des objections.

La Commission pas plus que la Chambre n'en méconnaît le poids. Il faut laisser aux physiologistes, aux médecins, aux économistes, aux juristes la liberté entière d'approfondir, d'exposer et de discuter, même publiquement, les problèmes nombreux et complexes que soulèvent les questions de génération, de natalité, d'hygiène sexuelle. Mais le législateur ne peut permettre, que sous le couvert, non de la science vraie et désintéressée, mais en réalité pour la satisfaction d'intérêts purement individuels et du plus bas mercantilisme, se répandent dans la masse du peuple, des enseignements qui menacent l'existence même de la race.

Pour caractériser le délit, il suffit de considérer à la fois le mobile qui est le lucre et l'effet qui est la démoralisation. Les études scientifiques au contraire procèdent d'un complet désintéressement et l'exposé qui en est fait ne peut provoquer dans la conscience l'affaiblissement des énergies et la claire vision du devoir.

La Commission vous propose donc, d'accord avec le Gouvernement, le libellé que voici : « Quiconque aura, dans un but de lucre, favorisé les passions d'autrui, en exposant, vendant ou distribuant, etc. ... »

Semblable rédaction rend impossible l'erreur du juge quant au but de la loi et à la volonté du législateur.

Du reste, il est bon de le constater, dans un pays comme le nôtre, de sem-

blables erreurs ne sont guère à craindre. Les exemples ne manquent pas. Plusieurs ont été rappelés au cours des débats, pour souligner la rapide et efficace résistance de l'opinion publique contre toute tentative d'intervention inopportune et excessive du pouvoir répressif. Et ce serait s'abuser étrangement que de supposer que l'initiative parlementaire resterait inactive et impuissante, le jour où elle devrait intervenir pour défendre ce patrimoine de liberté qui est notre bien à tous.

ALINÉA 7 (ancien)

Tenant compte de certaines critiques provoquées par l'adjonction de cette matière assez différente de l'objet propre de la loi en discussion, la Commission a décidé la suppression de l'article 7 de la proposition.

Ce texte visait la répression de la *Traite des Blanches*. Dans un avenir prochain, une nouvelle proposition de loi pourra y pourvoir, conformément aux conclusions de la Conférence internationale réunie à Paris le 18 avril 1910, pour combattre ce véritable fléau du proxénétisme international organisé à travers le monde, pour jeter, dans l'esclavage des lieux clandestins ou publics de prostitution et de débauche à l'étranger, les femmes et les jeunes filles séduites par une publicité habile et mensongère.

ART. 2.

Sa suppression est entraînée par la disparition de l'alinéa 2 de l'article 1^{er}.
L'ancien article 384 du Code Pénal garde donc sa forme actuelle.

ART. 3 (article 2 nouveau).

Il n'a provoqué aucune remarque ni objection et nous vous proposons de l'adopter tel quel.

La Commission est persuadée que le texte nouveau qu'elle présente aux délibérations de la Chambre, réalise, dans la plus large mesure possible, la conciliation souhaitée entre partisans d'opinions très différentes, sinon contradictoires, mais tous également désireux de résoudre pour le bien du pays un problème à la fois grave et délicat, dans une commune préoccupation d'ardent et clairvoyant patriotisme.

Le Secrétaire,
V. BRIFAUT.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

ANNEXE AU N° 217

TEXTE PRIMITIF.

TEXTE NOUVEAU PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.

BIJLAGE VAN N° 217

EERSTE TEKST.

NIEUWE TEKST VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE.

Texte primitif.**Eerste tekst.****ARTICLE PREMIER.****EERSTE ARTIKEL.**

L'article 383 du Code pénal est complété comme suit :

Artikel 383 van het Strafwetboek wordt aangevuld als volgt :

« Sera puni des mêmes peines :

» Met dezelfde straffen wordt gestraft :

» Quiconque aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqué, détenu, importé ou fait importer, transporté ou fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité des chansons, pamphlets, écrits, figures ou images contraires aux bonnes mœurs ;

» Hij die liederen, schotschriften, geschriften, beelden of prenten, welke met de goede zeden strijdig zijn, vervaardigt, in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt om te worden verkocht of verspreid ;

» Quiconque aura exposé, vendu ou distribué des emblèmes ou objets contraires aux bonnes mœurs, les aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqués ou détenus, importés ou fait importer, transportés ou fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncés par un moyen quelconque de publicité ;

» Hij die afbeeldingen of voorwerpen, die met de goede zeden strijdig zijn, uitstalt, verkoopt of verspreidt, ze voor den handel of tot verspreiding vervaardigt of in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt ;

» Quiconque aura exposé ou distribué des objets destinés à empêcher la conception ou aura fait de la réclame pour en favoriser la vente ;

» Hij die voorwerpen, bestemd om zwangerschap te voorkomen, uitstalt of verspreidt ofwel reclame maakt om den verkoop daarvan te bevorderen ;

» Quiconque aura exposé, vendu ou distribué des écrits imprimés ou non,

» Hij die gedrukte of niet gedrukte geschriften uitstalt, verkoopt of ver-

**Texte nouveau
proposé par la Commission.**

ARTICLE PREMIER.

L'article 383 du Code pénal est complété comme suit :

« Sera puni des mêmes peines :

» Quiconque aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqué, fait fabriquer, fait importer, fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité des chansons, pamphlets, écrits, figures ou images contraires aux bonnes mœurs;

» Quiconque aura, soit par l'exposition, la vente ou la distribution d'écrits imprimés ou non, soit par tout autre moyen de publicité, préconisé l'emploi de moyens quelconques de faire avorter une femme, aura fourni des indications sur la manière de se les procurer ou de s'en servir ou aura fait connaître dans le but de les recommander, les personnes qui les appliquent;

» Quiconque aura exposé, vendu, distribué, fabriqué ou fait fabriquer, fait importer, fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité des drogues ou engins spécialement destinés à faire avorter une femme ou annoncés comme tels;

» Quiconque aura exposé ou distribué des objets spécialement destinés à

**Nieuwe tekst voorgesteld door de
Commissie.**

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 383 van het Strafwetboek wordt aangevuld als volgt :

« Met dezelfde straffen wordt gestraft:

» Hij die liederen, schotschriften, geschriften, beelden of prenten, welke met de goëde zeden strijdig zijn, vervaardigt, doet vervaardigen, doet invoeren, doet vervoeren, aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt om te worden verkocht of verspreid;

» Hij die, hetzij door het uitstellen, het verkoopen of het verspreiden van gedrukte of niet gedrukte geschriften, hetzij door elk ander publiciteitsmiddel, het gebruik van eenig middel tot verstoring van zwangerschap aanprijst, inlichtingen verstrekt omtrent de wijze, waarop het wordt verkregen of gebruikt, of de personen, die het toepassen, doet kennen met het doel ze aan te bevelen;

Hij die artseneijstoffen of werktuigen, bijzonder bestemd tot verstoring van zwangerschap of als zoodanig bekendgemaakt, uitstelt, verkoopt, verspreidt, vervaardigt of doet vervaardigen, doet invoeren, doet vervoeren, aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt;

« Hij die voorwerpen, bijzonder bestemd om zwangerschap te voorkomen,

Texte primitif.

qui divulgent des moyens quelconques, soit de faire avorter une femme, soit d'empêcher la conception, en préconisent l'emploi ou fournissent des indications sur la manière de se les procurer ou de s'en servir, ou aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqué, détenu, importé ou fait importer, transporté ou fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité semblables écrits;

» Quiconque, par des discours, lectures ou réceptions faits dans des lieux ou réunions publiques visés au paragraphe 2 de l'article 444, aura divulgué ces moyens, en aura préconisé l'emploi ou aura fourni des indications sur la manière de se les procurer ou de s'en servir;

» Quiconque, par des avis, annonces, prospectus ou correspondances publiques, aura facilité ou favorisé la prostitution ou la débauche. »

ART. 2.

L'article 384 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le cas prévu par l'article précédent, l'auteur de l'écrit, de la figure, de l'image ou de l'objet sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et

Eerste tekst.

spreidt, waarin eenig middel hetzij tot verstoring, hetzij tot voorkoming van zwangerschap wordt bekendgemaakt, het gebruik daarvan wordt aangeprezen of inlichtingen worden verstrekt omtrent de wijze, waarop het wordt verkregen of gebruikt, ofwel, voor den handel of tot verspreiding, zoodanige geschriften vervaardigt, in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer- of een verpreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt;

» Hij die door redevoeringen, voorlezingen of voordrachten, gehouden in openbare plaatsen of vergaderingen bij het tweede lid van artikel 444 bedoeld, deze middelen bekendmaakt, hun gebruik aanprijst of inlichtingen verstrekt omtrent de wijze waarop zij worden verkregen of gebruikt;

» Hij die door berichten, aankondigingen, prospectussen of openbare briefwisseling, prostitutie of ontucht bevordert of begunstigt. »

ART. 2.

Artikel 384 van het Strafwetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In het bij voorgaand artikel voorzien geval, wordt de vervaardiger van het schrift, het beeld, de prent of het voorwerp gestraft met gevangenisstraf

**Texte nouveau
proposé par la Commission.**

**Nieuwe tekst
voorgesteld door de Commissie.**

empêcher la conception ou aura fait de la réclame pour en favoriser la vente;

uitstelt of verspreidt ofwel reclame maakt om den verkoop daarvan te bevorderen ;

» Quiconque aura, dans un but de lucre, favorisé les passions d'autrui, en exposant, vendant ou distribuant des écrits imprimés ou non qui divulguent des moyens d'empêcher la conception, en préconisent l'emploi ou fournissent des indications sur la manière de se les procurer ou de s'en servir.

« Hij die, uit winstbejag, een ander-mans driften voldoet door het uitstellen, verkoopen of verspreiden van gedrukte of niet gedrukte stukken, waarin eenig middel tot voorkoming van zwangerschap wordt bekendgemaakt, door het aanprijzen van het gebruik daarvan of door het verstrekken van inlichtingen omtrent de wijze, waarop het wordt verkregen of gebruikt ;

» Quiconque aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqué, fait fabriquer, fait importer, fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité les écrits visés dans l'alinéa précédent. »

» Hij die, met het oog op den handel of op de verspreiding, de bij het vorig lid bedoelde geschriften vervaardigt, doet vervaardigen, doet invoeren, doet vervoeren, aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt. »

ART. 2.

Supprimé.

ART. 2.

Wordt weggelaten.

Texte primitif.

Eerste tekst.

d'une amende de cinquante francs à mille francs. »

van ééne maand tot één jaar en geldboete van vijftig frank tot duizend frank. »

ART. 3.

ART. 3.

Tout Belge qui, hors le cas prévu à l'article 7 de la loi du 17 avril 1878, aura commis hors du territoire du royaume un des délits prévus par les articles 383 et 384 du Code pénal pourra, s'il est trouvé en Belgique, y être poursuivi sur la plainte de l'étranger offensé ou de sa famille, ou sur un avis officiel donné à l'autorité belge par l'autorité du pays où le délit a été commis.

De Belg die, behalve het bij artikel 7 der wet van 17 April 1878 voorziene geval, een der bij de artikelen 383 en 384 van het Strafwetboek voorziene misdrijven buiten het grondgebied van het Rijk pleegt, kan, indien hij in België wordt ontdekt, aldaar vervolgd worden op de aanklacht van den beledigden vreemdeling of van dezes familie, ofwel op eene officieele mededeeling, aan de Belgische overheid gedaan door de overheid van het land, waar het misdrijf werd gepleegd.

Texte nouveau
proposé par la Commission.

Nieuwe tekst
voorgesteld door de Commissie.

ART. 3.

Qui devient l'article 2 sans
changement.

ART. 3.

Wordt, zonder wijziging, op-
genomen als artikel 2.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 MEI 1922.

Wetsvoorstel tot wijziging der artikelen 383 en 384 van het Strafwetboek en tot beteugeling der aanzetting tot vruchtafdrijving en der propagande tot het voorkomen van zwangerschap ⁽¹⁾.

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BRIFAUT.

MIJNE HEEREN,

Ingevolge den wensch van de Kamer, heeft onze Commissie hare werkzaamheden hervat met beroep te doen op de medewerking van de indieners van het ontwerp en van de onderscheidene redenaars die aan de debatten hebben deelgenomen.

De nieuwe tekst, welken wij u thans aanbieden, is ontstaan uit een gemeenschappelijke gedachte, door een ruim begrepen overeenkomst de bewerking te verzekeren van eene wet die tevens afdoende zij en in staat om de eenparigheid der stemmen te vereenigen zoowel in de Kamer als in den schoot der Commissie.

Ziehier de bijzonderheden en de rechtvaardiging der voorgestelde wijzigingen :

EERSTE ARTIKEL, ALINEA 1.

Door het eenvoudig in voorraad hebben, vervoeren of invoeren niet meer als strafbare daden te aanzien, heeft de Commissie gevolg gegeven aan eene dubbele gedachte. Eenerzijds dient men te vermijden dat degene, die onbekend is met den aard van het product dat hij invoert of vervoert, vervolgt wordt. Anderzijds kan men een particulier niet verbieden voorwerpen of documenten naar zijn keus in voorraad te hebben, zelfs in menigvuldige exemplaren en welke ook de betwiste of laakbare aard er van zij ten opzichte van de zedelijkheid. De wetgever is niet bevoegd in dit domein van het privaat leven tussenbeide te komen. Welnu, het bleek dat, indien alleen het in voorraad hebben als mis-

(1) Wetsvoorstel, n° 48.

Verslag, n° 83.

Amendementen, n° 143 en 145.

(2) De Commissie bestond uit de heeren MECHelynck, voorzitter, BRIFAUT, CARLIER, MARILLE, RAMAËKERS, SOUDAN en VAN CAENEGEM.

drijf werd aangezien, dit beginsel zou gevaar loopen niet meer gevrijwaard te zijn. Iedereen die, zelfs onvrijwillig, in het bezit zou worden gevonden van schotschriften, geschriften, beelden of prenten, zou kunnen vervolgd worden als verdacht den handel of de uitdeeling er van voor te bereiden of te verzekeren.

Het scheen ook nog dat degene, die «doet vervaardigen», ook onder de toepassing der wet zou moeten vallen; dat is de reden van de toevoeging dezer twee woorden in den nieuwen tekst.

VROEGER 2^{de} ALINEA.

De Commissie stelt voor, het eenvoudig te doen wegvallen.

Het scheen onnoodig iets toe te voegen aan de opsomming van artikel 383 van het Strafwetboek, daar het woord *beelden* etymologisch- en logischerwijze de begrippen bevat, welke de woorden « afbeeldingen of voorwerpen » behelzen.

Volgens de spraakkundigen en taalkundigen Littré en Larousse beteekent het woord « figure » (Fransche tekst) tevens den uiterlijken en zichtbaren vorm van een lichaam, de gedaante van menschen en dingen, de weergeving door de schilderkunst, de beeldhouwkunst, dus ook de modelleering en de fatsoeneering, de teekening van menschen en voorwerpen. ⁽¹⁾

Sommige leden der Commissie vreesden er voor, dat de nieuwe uitdrukkingen verwarring konden stichten en den rechter er toe bewegen, onder die, welke door artikel 383 gewraakt worden, te begrijpen de voorwerpen welke, hoewel gebruikt voor zuiver hygiënische en geneeskundige doeleinden, in zekere gevallen ook tot voorkoming van zwangerschap kunnen gebruikt worden.

ALINEA'S 4 en 5 (alinea's 2 en 3 nieuw).

De Commissie oordeelde dat, om de bespreking en later ook de verklaring van de wet te vergemakkelijken, men in de verschillende alinea's, zooals de achtbare heer Destrée voorstelde, de aanzetting tot vruchtafdrijving en de propagande tot het voorkomen van zwangerschap moest onderzoeken; dat is de reden van de verplaatsing en uitbreiding van sommige teksten.

De Commissie heeft het amendement van den achtbaren heer Mathieu aangenomen, met enkele toevoegingen om niet buiten de lijn te gaan van de eerste en de laatste alinea van artikel 1, en met het voorbehoud te doen wegvallen, dat werd voorgesteld ten gunste van de geneesheeren.

Deed men dit niet, dan zou men handelen in strijd met het Strafwetboek dat de vruchtafdrijving als een misdad beschouwt en dat terecht, in zijn artikel 353, voor de geneesheeren, heelmeeesters, vroedmeesters, vroedvrouwen, officieren van gezondheid en apothekers, die de stichters of medeplichtigen zijn, strengere straffen voorziet dan voor alle andere personen.

(1) In den Vlaamschen tekst is het woord « figure » vertaald door *beeld*, dat volgens het Groot Woordenboek Van Dale beteekent niet alleen de nabootsing in hout, steen, metaal, was, enz., van een mensch, een dier of ook wel een godheid, maar ook de nabootsing van een mensch of dier, in teekening of schilderij; ook wel alleen den omtrek. Het is ook de juiste voorstelling van iets in woorden, de beschrijving.

VROEGERE ALINEA'S 3, 4 EN 5 (alineas 4, 5 en 6 nieuw).

De beteugeling van de propaganda tot het voorkomen van zwangerschap blijft het meest kiesche deel van de voorgestelde wetgeving. Hier moet men inderdaad optreden tegen een kwaad dat reeds vóór den oorlog heerschte en dat sindsdien in onrustbarende verhoudingen is voortgewoekerd; tevens moet men de wettige uitoefening van de persoonlijke vrijheid en van de vrijheid van gedachte eerbiedigen.

Te dien aanzien blijft de Commissie, ondanks sommige vooroordeelen en opwerpingen, bij het verbod van de uitstalling en de verspreiding der voorwerpen bestemd om zwangerschap te verhinderen, en tevens van de reclame daartoe gemaakt. Doeh het werd nuttig geoordeeld de beteekenis van den tekst nader te bepalen en er bij te voegen dat hij enkel bedoelt de voorwerpen « bijzonder bestemd » tot dit gebruik, met uitsluiting van de voorwerpen die hoofdzakelijk dienen voor medische en hygiënische noodwendigheden.

De achtbare heer Vandervelde heeft in de Kamer klaar doen uitschijnen, dat dit verbod ten grondslag zelf ligt aan het ontwerp en onontbeerlijk is tot de zedelijke vrijwaring van de jongere geslachten. Ongetwijfeld hebt gij, Mijne Heeren, de afdoende bewijsgronden onthouden, welke hij aangevoerd heeft uit de toelichting die de secretaris van de Nationale Maatschappij voor Kinderbescherming over dit vraagstuk heeft uiteengezet. Het gezag, dat uit dit stuk spreekt, kan door niemand voor betwistbaar worden gehouden.

Om de gegrondheid daarvan naar waarde te schatten, volstaat het na te gaan wat in sommige tijdschriften wordt gepubliceerd en wat voor sommige winkelramen in onze groote steden wordt uitgestald. Bij voortduur wordt de kinderlijke nieuwsgierigheid er door opgewekt en worden er de minst edele en de meest verderfelijke neigingen aangehitst. Geen enkel beginsel van gewetensvrijheid, geen enkel handelsvereischte kunnen dezen toestand billijken, die tot nog toe schier alleen in ons land werd geduld.

Bovendien schijnt het amendement der Regeering eene uitnemende formule op voorwaarde dat de beweegreden van verderf worde vervangen door die van winstbejag. Inderdaad, over het algemeen worden zij, die de vrijwillige geboorteperking aanprijzen door de middelen daartoe te verspreiden, aangespoord door winstbejag. Anderzijds moet men insgelijks de door gezegde propaganda bekomen uitwerking in aanmerking nemen om de gedachte van de voorgestelde wetgeving te verwezenlijken.

De vrees aan de wetenschap te kort te doen heeft bezwaren doen oprijzen.

Evenmin als de Kamer ontkent de Commissie het groot belang daarvan. Aan de physiologen, geneesheeren, economen, rechtsgeleerden, moet volkomen vrijheid gelaten worden om de menigvuldige en ingewikkelde vraagstukken, die de quaestie der voortteling, geboorte, geslachtelijke hygiëne doen oprijzen, toe te lichten en te bespreken, zelfs in het openbaar. Maar de wetgever mag niet toelaten dat, onder den dekmantel niet van de ware en belanglooze wetenschap, maar in werkelijkheid tot voldoening van louter individuele belangen en uit lage zwendelarij, er onder de volksmassa leeringen verspreid worden, die het bestaan zelf van het ras bedreigen.

Om het misdrijf te kenschetsen, is het voldoende tegelijkertijd te beschouwen

de drijfveer, die winstbejag is, en het gevolg, dat onzedelijking is. De wetenschappelijke studiën daarentegen steunen op eene volstrekte belangloosheid, en de uiteenzetting, die er van wordt gegeven, zal de zielsvermogens niet verzwakken, maar wel een juist plichtsbesef doen ontstaan.

In overleg met de Regeering stelt uwe Commissie u dus volgenden tekst voor ; « Hij die, uit winstbejag, een andermans driftten voldoet door het uitstellen, verkoopen of verspreiden, enz.....,

Dergelijke tekst maakt de vergissing van den rechter in zake doel der wet en wil van den wetgever onmogelijk.

Het is overigens niet overbodig vast te stellen dat, in een land als het onze, dergelijke vergissingen weinig te vreezen zijn. Voorbeelden daarvan zijn er genoeg. Tijdens de behandeling werd er herhaaldelijk op gewezen, hoe snel en doelmatig de openbare opinie in verzet komt tegen elke poging van ongelegen en buitensporig optreden der beteugelende macht. En het ware eene grove dwaling te onderstellen dat het parlementair initiatief werkeloos en machteloos zou blijven wanneer dit initiatief zou moeten optreden om deze erfelijke vrijheid, die ons aller gemeenschappelijk goed is, te verdedigen.

ALINEA 7 (vroegere tekst).

In acht genomen dat de toevoeging van deze stof, welke vrijwel afwijkt van het eigenlijke doel der behandelde wet, aanleiding heeft gegeven tot betwisting, heeft de Commissie beslist lid 7 te doen wegvallen.

Deze tekst bedoelde de beteugeling van den *Handel in Blanke Slavinnen*. In eene nabije toekomst zal een nieuw wetsvoorstel daarin voorzien, overeenkomstig de besluiten van de Internationale Conferentie te Parijs gehouden op 18 April 1910, om deze werkelijke plaag van internationale koppelaarij te bestrijden, die over de gansche wereld is ingericht en die in geheime of openbare prostitutie en ontuchthuizen in den vreemde, vrouwen en meisjes, verleid door eene behendige en bedrieglijke propaganda, tot slavernij doemt.

ART. 2.

De intrekking is het gevolg van het wegvallen van alinea 2 van het eerste artikel.

Het vroeger artikel 384 van het Strafwetboek blijft dus zijn huidigen vorm behouden.

ART. 3 (artikel 2 nieuw).

Daarover werd noch aanmerking noch bezwaar in 't midden gebracht en wij stellen voor, het onveranderd te behouden.

De Commissie is van oordeel dat de nieuwe tekst, welken zij ter behandeling aan de Kamer voorlegt, in de ruimst mogelijke mate de gewenschte toenadering verwezenlijkt tusschen zeer uiteenlopende, zoo niet tegenstrijdige zienswijzen, doch die er alle naar verlangen voor 's lands welzijn een zwaarwichtig en tevens kiesch problema op te lossen in een gemeenschappelijke bezorgdheid van een levendig en klaarziend patriotisme.

De Verslaggever,
V. BRIFAUT.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.